Quartiers difficiles : l'exode des éducateurs

Je souhaitais vous faire part d'une réflexion sur une des raisons, à mon sens, de la dérive des quartiers, que l'on passe sous silence. Il s'agit de l'exode de ces quartiers, d'un grand nombre d'éducateurs au sens le plus large du terme (enseignants, travailleurs sociaux, animateurs sportifs et culturels, médiateurs), ceux qui dans les années 80/90 avaient puisé leur énergie, construit leurs savoir-faire et conduit des aventures pédagogiques et éducatives fabuleuses, à partir des travaux dont vous-même et quelques autres rendaient compte régulièrement et que l'on utilisait presque clandestinement au regard de l'institution.

Il y avait là un état d'esprit issu très directement des concepts de l'éducation populaire : une solidarité entre les éducateurs, une forte réactivité aux besoins identifiés, des projets qui impliquaient les habitants, les usagers des structures (qui pour certaines se construisaient à partir de ces projets et pour ces projets,…).

Et puis ces véritables « laboratoires sociaux » ont été instrumentalisés, ont été la cible de discours rigides en complet décalage avec les besoins. Beaucoup des acteurs de terrain ont alors déserté… dont moi le premier.

Sont restés dans ces quartiers les habitants, nos successeurs nommés, désignés, envoyés par l'Institution. Les moyens financiers furent parfois conséquents (à nous rendre jaloux alors que nous passions notre temps à racler les fonds de tiroirs, pratique qui, néanmoins, créait du lien social et fédérait les énergies !)

Certes, cette instrumentalisation a eu le mérite de rendre officielle la reconnaissance des besoins spécifiques des quartiers et le travail accompli. Mais elle a découragé et fait fuir celles et ceux qui pensaient que la construction du cadre de l'action éducative était un élément lui-même structurant de l'action éducative. Les projets institutionnels se sont par la suite ancrés dans des schémas tout faits…sorte de consumérisme social…dont les effets pervers se sont avérés calamiteux.

Elu local chargé des relations aux associations et de la politique enfance/jeunesse, instituteur (eh oui !) dans un village proche d'une grande agglomération (autre que celui où je suis élu), je ne peux que confirmer vos propos sur l'importance des pratiques auprès d'enfants « difficiles ». Et, si mon action a été utile et salvatrice pour quelques gamins de l'époque, ce n'est finalement qu'une fraction de ce que cela a pu m'apporter personnellement et de ce que cela apporte encore à d'autres aujourd'hui.

Tout cela, les initiateurs des mesures réactionnaires et démagogiques que nous sommes quelques-uns à dénoncer, l'ignorent et l'ignoreront toujours !

On ne parle plus de la France d'en haut et de la France d'en bas… le concept est désormais passé dans les pratiques…

Le désengagement de l'Etat que je constate chaque jour un peu plus dans le cadre de mes différentes « fonctions » n'annonce rien de bon pour la suite. La déscolarisation précoce de tous ces jeunes n'est malheureusement qu'une étape supplémentaire dans le renoncement de l'Etat à assumer ses compétences premières… Si la cohésion sociale a son ministre, elle se délite bien dangereusement de jour en jour… Nous ne sommes pas au bout de nos peines…

Jean-Marc Collet